

AKTUELL

JUSTICE FISCALE

Vanitas

Luc Caregari

Ces jeudi et vendredi, le Luxembourg reçoit une visite pas tellement amicale : la commission d'enquête du Parlement européen Pana - mise sur pied après les révélations des « Panama Papers ».

La commission d'enquête Pana n'est pas vraiment comparable à la commission spéciale « taxe », instaurée après les Luxleaks. À l'époque, c'est Martin Schulz - l'alors président du Parlement européen, devenu entre-temps le dernier espoir de la social-démocratie allemande - qui avait délibérément obstrué la volonté des députés européens de constituer une commission d'enquête régulière, dotée de plus de pouvoirs qu'une commission spéciale, pour respecter l'entente tacite avec son ami, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Mais même une commission régulière ne peut pas forcer les gens à comparaître. C'est ce qu'ont constaté en amont de la visite les eurodéputés qui ont mis cap sur le grand-duché - après un passage par Malte notamment.



@WIKICOMMONS

Car nombreux sont les interlocuteurs qui ont décliné leurs invitations. Parmi eux, des banques comme Experita (succursale de la BIL avec quelque 1700 compagnies panaméennes dans le temps), la Landsbanki et la banque Sarasin. Des personnalités aussi sont aux abonnés absents, ayant soit décliné, soit omis de répondre à l'invitation : les avocats d'affaires Albert Wildgen, Alain Steichen (d'ailleurs conseiller d'État et gourou du DP), Guy Arendt (secrétaire d'État à la Culture), l'impayable Marius Kohl, de même que Yann Baden de Transparency International et Carlos Zeyen d'Eurojust. Des Big Four, seulement PWC a accepté de rencontrer les parlementaires.

Mais tout cela ne semble pas avoir trop inquiété les autorités luxembourgeoises. Ayant confiance dans leur nouveau rôle d'élève modèle acquis pendant l'amère période post-Luxleaks et la présidence luxembourgeoise de l'Union, les députés de la commission parlementaire nationale en charge des finances se seraient, d'après nos

informations, contentés de se rassurer entre eux : tout va bien se passer, car de toute façon tout était légal et le pays a bien transposé quelques directives. Pour Eugène Berger, le président de la commission des Finances, il suffirait de « montrer patte blanche » et le passage de la commission d'enquête serait aussi vite oublié qu'un rendez-vous chez le dentiste. Une seule voix s'est élevée contre le consensus général lors de la réunion de préparation ce mardi : celle de Franz Fayot, qui disait redouter le rendez-vous avec les collègues européens et demandait qu'on s'y prépare plus sérieusement.

L'élève modèle ?

Et il se pourrait bien qu'il ait raison, car les Strasbourgeois ne sont pas dupes et savent que le récit luxembourgeois du repent et désormais meilleur ami de la transparence est aussi une manœuvre. Que certains députés y croient est probablement dû au phénomène des bureaucrates qui commencent à croire leurs propres mensonges, d'ailleurs admirablement décrit par Hannah Arendt dans son essai « Du mensonge à la violence » sur les Pentagon Papers.

Mais certains sont plus près des événements et donc plus clairvoyants sur l'importance de cette visite. Comme le ministre des Finances Pierre Gramegna, qui a dû jouer les

pompier post-Luxleaks. Il est pris entre deux feux, et sa stratégie semble aussi être double. Entre la tentation de vouloir questionner la légitimité de la commission d'enquête - qui aurait une compétence de politique européenne non transposable aux États membres -, les pressions de la place financière pour garder les niches ouvertes et les exigences de l'Europe et de la société civile, il doit trouver le juste milieu. Alors il joue sur tous les tableaux. D'un côté, il insiste officiellement sur les mises à jour et les directives transposées par son gouvernement et de l'autre, il essaie de pallier les défauts inhérents de l'administration luxembourgeoise, avec la révision de certaines politiques de son prédécesseur Luc Frieden qui avait délibérément laissé en sous-effectif certains services, comme celui des révisions de l'Administration des contributions directes.

C'est donc aussi sa nouvelle image que le Luxembourg risque de voir écorchée avec le résultat de ces entrevues. Et on est loin d'une situation « win-win », car ne pas prendre au sérieux la commission d'enquête détériore davantage la crédibilité des instances européennes tandis que la prendre au sérieux impliquerait bien plus qu'une stratégie de communication et quelques réformettes : cela signifierait un changement de paradigme pur et simple du modèle luxembourgeois.

AVENIR DE L'EUROPE

Cinq plats au choix

Raymond Klein

Jean-Claude Juncker vient de présenter les plans de la Commission pour relancer la construction européenne. Une opération habilement menée, mais qui nous laisse sur notre faim.

Cela fait des années que l'Union européenne est en crise : politique, économique, monétaire ou migratoire, les dimensions de cette crise sont multiples. Depuis juin 2016, le Brexit a accentué aussi la crise d'identité du projet : faut-il, comme l'avait demandé le gouvernement britannique, renoncer à l'idée d'une union toujours plus forte ? Ou au contraire, comme le suggèrent les fédéralistes, profiter du départ du traînard britannique pour relancer le mot d'ordre de « plus d'Europe » ?

Jean-Claude Juncker a tenté, le 1er mars, de structurer ce débat. En pré-

sentant le livre blanc sur l'avenir de l'Europe avant le sommet de Rome des chefs d'État et de gouvernement du 26 mars, le président de la Commission espère sans doute éviter une guerre de positions entre les États favorables à plus d'intégration et les autres. Plutôt qu'un « projet Juncker », il a eu l'habileté de présenter cinq scénarios possibles - ce qui renvoie les autres acteurs à leurs responsabilités. Le président s'est tout de même démarqué des deux premiers, « business as usual » et « zone de libre-échange ». Quant au troisième, celui d'une UE à cercles concentriques, il ressemble à celui d'Angela Merkel d'une Europe à plusieurs vitesses.

Il est difficile de croire que ce serait le préféré de Juncker, puisqu'il renforcerait l'approche intergouvernementale aux dépens de l'approche communautaire, chère au Luxem-

bourg et aux autres pays de taille modeste. Le quatrième scénario - « faire moins mais de manière plus efficace » - est le plus original ; il tente de concilier les ambitions d'une élite proeuropéenne avec la méfiance des populations. Enfin, le cinquième scénario est le plus ambitieux et rappelle des positions fédéralistes déjà exprimées au sein du Parlement européen.

De l'eau dans le vin

On notera un détail important : tous ces scénarios renoncent à changer les traités. Pourtant, les objectifs les plus ambitieux pour un renforcement de l'Union nécessiteraient de tels changements. Juncker se retrouve en contradiction avec ses propres propositions comme celles d'une armée commune ou d'un salaire minimum européen. Et du côté des valeurs qui pourraient justifier le « plus d'Europe », le politicien luxembourgeois n'a toujours rien trouvé de mieux que « la paix ». Faute d'idées ? Plutôt faute de consensus fondamental à l'échelle du continent.

C'est sans doute ce qui a inspiré le quatrième scénario : chercher des



consensus partiels et avancer dans ces domaines. Mais lesquels ? En septembre dernier, le sommet européen avait proposé de se concentrer sur la sécurité, la migration et la lutte contre le terrorisme. Mais pourra-t-on vraiment collaborer avec le ministère de l'Intérieur et la police secrète de pays comme la Hongrie ? Il est plus probable qu'on finisse par avancer sur des thèmes restreints et, en plus, en groupe restreint seulement. Quant à la politique militaire commune, poussée par une partie des proeuropéens, elle se conçoit difficilement sans une politique étrangère commune qui, pour le moment, existe surtout sur le papier. Tout au plus imagine-t-on, là encore, un groupe de pays prêts à avancer ensemble en matière de politique de sécurité extérieure commune. Suffisant peut-être pour empêcher la ruine de l'Europe, mais pas assez pour la faire revivre.